

**Volet B****Copie à publier aux annexes du Moniteur belge  
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé  
au  
Moniteur  
belge**\*19307954\***Déposé  
19-02-2019

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 21/02/2019 - Annexes du Moniteur belge

**N° d'entreprise :** 0720910235**Dénomination :** (en entier) : **id-toit**

(en abrégé) :

**Forme juridique :** Société privée à responsabilité limitée**Siège :** Trou Bouquiau 1 bte B  
(adresse complète) 5340 Gesves**Objet(s) de l'acte :** CONSTITUTION (NOUVELLE PERSONNE MORALE, OUVERTURE  
SUCCURSALE)

D'un acte avenant devant le notaire Alexandre HEBRANT, notaire à Namur, le 18 février 2019, en cours d'enregistrement,

1) Monsieur **TRICHAN Michaël** Willy Véronique Ghislain, né à Namur, le 5 décembre 1977, époux de Madame PICARD Ann-Lyse, domicilié à 5340 Gesves, Trou Bouquiau, 1 boîte B

2) Madame **PICARD Ann-Lyse** (prénom unique), née à Dinant, le 12 septembre 1979, épouse de Monsieur TRICHAN Michaël, domicilié à 5340 Gesves, Trou Bouquiau, 1 boîte B

Ont constitué une société privée à responsabilité limitée sous la dénomination « **id-toit** » dont le capital social souscrit s'élève à vingt mille euros (20.000 EUR) représenté par deux cents (200) parts sociales, sans mention de valeur nominale.

Ces parts sociales sont immédiatement souscrites en numéraire et au pair comme suit :

- par Monsieur TRICHAN Michaël, comparant sub 1), à concurrence de cent quatre-vingt (180) parts sociales, soit pour dix-huit mille euros : 18.000,00

- par Madame PICARD Ann-Lyse, comparante sub 2), à concurrence de vingt (20) parts sociales, soit pour deux mille euros : 2.000,00

Ensemble : deux cents (200) parts sociales, soit pour vingt mille euros : 20.000,00

Cette somme de vingt mille euros (20.000 EUR) représente l'intégralité du capital social qui se trouve ainsi intégralement souscrit.

**TITRE I. DENOMINATION SIEGE OBJET DUREE****ARTICLE 1. Dénomination**

La société revêt la forme d'une société privée à responsabilité limitée.

Elle est dénommée « id-toit ».

Cette dénomination, outre celles prescrites par le Code des Sociétés, doit figurer dans tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande et autres documents émanant de la société, en ce compris son (ses) éventuel(s) site(s) internet, et être précédée ou suivie immédiatement de la mention « société privée à responsabilité limitée » ou des initiales « S.P.R.L. ». Elle doit en outre dans ces mêmes documents, être accompagnée de l'indication précise du siège de la société, et des mots « Registre des Personnes Morales » ou des initiales « RPM », suivi du numéro d'immatriculation à ce registre des personnes morales.

**ARTICLE 2. Siège social**

Le siège social est établi à 5340 Gesves, Trou Bouquiau, 1 boîte B.

Il peut être transféré en tout autre endroit de la région de langue française de Belgique ou de la région de Bruxelles-Capitale, par simple décision de la gérance, qui a tous pouvoirs pour faire constater authentiquement la modification des statuts qui en résulte et pour faire procéder aux publications requises aux annexes du Moniteur belge.

La société peut établir, par simple décision de la gérance, des sièges administratifs, d'exploitation, agences, ateliers, dépôts et succursales, tant en Belgique qu'à l'étranger.

**ARTICLE 3. Objet**

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, pour compte propre, pour compte de tiers ou en participation :

1) L'entreprise de couvertures non-métalliques et métalliques de constructions,

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers

**Au verso** : Nom et signature.

- tous travaux de toiture, de charpente et de couvertures comprenant notamment le placement, l'entretien, la rénovation, la réparation de toitures, corniches, gouttières et systèmes d'évacuation d'eau ;
- tous travaux d'étanchéisation des toitures, terrasses et des murs, les travaux d'étanchéité et revêtement de constructions par asphaltage et/ou bitumage ;
- tous travaux de restauration de bâtiment ;
- tous travaux de traitement des murs avec des produits hydrofuges
- tous travaux de montage et démontage d'échafaudages et de plates-forme de travail ;
- la location avec opérateur de tout matériel de construction ;
- le conduite des opérations de gros entretien des bâtiments
- l'entreprise de mise en place de tous les éléments d'évacuation des eaux de pluie,
- la pose de revêtements en pvc, sur boiserie, toiture et pignons ;
- l'entreprise générale en bâtiment ;
- l'entreprise de zinguerie,
- l'entreprise d'isolation thermique, acoustique de constructions et antivibratile,
- l'entreprise de menuiserie-charpenterie et menuiserie métallique,
- l'entreprise de placement de panneaux photovoltaïques et solaires,
- l'entreprise d'installation d'échafaudages, de nettoyage et de rejointoiement de façades,
- l'entreprise de placement de cloisons et faux-plafonds,
- l'entreprise de recouvrement de corniches,
- l'entreprise de ramonage de cheminées,
- l'entreprise de nettoyage et de démoussage de toits et corniches,
- l'entreprise de recouvrement de pignons et façades,
- toutes activités relatives au gros oeuvre, au parachèvement, à la finition, à la peinture, la maçonnerie, la fourniture et pose de châssis, l'isolation, la pose de revêtement de sol, le tout au sens le plus large du terme,
- toutes activités d'ingénierie et de conseils techniques en bâtiments sauf activités de géomètres
- le commerce de détail en produits de l'industrie du bois et tous matériaux de construction et toute autre activité de construction.

2) Toutes les activités du secteur immobilier, en ce compris la gestion, la promotion, l'administration, l'acquisition et la réalisation de tous biens meubles ou immeubles et l'activité de marchand de biens.

- la construction, la vente, la location, la gestion, le courtage, l'expertise immobilière,
- l'entretien, la mise en valeur de biens immeubles bâtis ou non bâtis sous toutes formes, en ce compris la réparation, l'amélioration, la rénovation, la transformation, la démolition et la reconstruction, la viabilisation ou le lotissement de tous biens.

La société peut prendre ou donner à bail ou en gestion tous biens meubles ou immeubles, installations et exploitations.

3) L'étude, la conception, la réalisation et le contrôle de tous travaux et projets d'aménagement urbain, paysager, de parcs et jardins.

- l'entretien de jardins, de parcs et d'espaces verts
- l'élagage des arbres et des haies, la taille des arbres fruitiers et des vignes

La société peut assurer la détention et la gestion pour compte propre d'un patrimoine de valeurs mobilières et immobilières. Elle peut garantir les engagements de tiers, notamment de ses gérants et associés. Elle peut exercer les fonctions d'administrateur, de gérant ou de liquidateur.

Elle peut réaliser toutes opérations commerciales, industrielles et financières, immobilières et mobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

La société peut, par voie d'apport en espèces ou en nature, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement, prendre des participations dans d'autres sociétés, associations ou entreprises existantes ou à créer, que ce soit en Belgique ou à l'étranger.

#### **ARTICLE 4. Durée**

La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut prendre des engagements pour un terme dépassant la date de sa dissolution éventuelle.

#### **TITRE II. CAPITAL PARTS SOCIALES**

##### **ARTICLE 5. Capital**

Le capital social a été fixé lors de la constitution à vingt mille euros (20.000 EUR) et est représenté par deux cents (200) parts sociales avec droit de vote, sans mention de valeur nominale, qui furent intégralement souscrites en numéraire et au pair et libérées lors de cette constitution, à concurrence de six mille deux cents euros (6.200 EUR).

##### **ARTICLE 6. Augmentation du capital**

Le capital social peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois, par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts.

##### **ARTICLE 7. Droit de préférence**

Les parts à souscrire en numéraire doivent être offertes par préférence aux associés proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs parts.

Le droit de souscription peut être exercé pendant un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours à dater de l'ouverture de la souscription. Ce délai est fixé par l'assemblée générale.

L'ouverture de la souscription ainsi que son délai d'exercice sont annoncés par un avis porté à la connaissance des associés par lettre recommandée.

Les parts qui n'ont pas été souscrites conformément aux alinéas qui précèdent ne peuvent l'être que par les personnes indiquées à l'article 249 du Code des sociétés, sauf l'agrément de la moitié au moins des associés possédant au moins trois quarts du capital.

#### **ARTICLE 8. Appel de fonds**

Les appels de fonds sont décidés souverainement par la gérance.

Tout versement appelé s'impute sur l'ensemble des parts sociales que l'associé a souscrites.

L'associé qui, après un préavis d'un mois, signifié par lettre recommandée, est en retard de satisfaire aux versements, doit bonifier à la société un intérêt calculé au taux de l'intérêt légal, à dater du jour de l'exigibilité du versement.

Si le versement n'est pas effectué un mois après un second avis recommandé de la gérance, cette dernière pourra faire reprendre par un associé ou par un tiers agréé s'il y a lieu, conformément aux statuts, les parts de l'associé défaillant. Cette reprise aura lieu contre paiement à l'associé défaillant de septantecinq pour cent du montant dont les parts seront libérées et à la société du solde à libérer. Au cas où le défaillant se refuserait à signer le transfert de ses parts au registre des associés, la gérance lui fera sommation recommandée d'avoir dans les huit jours à se prêter à cette formalité ; à défaut de ce faire endéans ce délai, la gérance signera valablement en lieu et place de l'associé défaillant.

#### **ARTICLE 9. Nature des titres**

Les parts sont nominatives.

Elles sont inscrites dans le registre des parts, tenu au siège social.

#### **ARTICLE 10. Cession**

Les cessions entre vifs ou transmissions pour cause de mort de parts sociales, s'opèrent conformément aux dispositions des articles 249, 251 et 252 du Code des sociétés.

L'agrément prévu à l'article 249 du Code des sociétés sera requis dans tous les cas, même en cas de cession entre vifs au conjoint du cédant, ou à ses ascendants ou descendants en ligne directe, à l'exception de celui de la cession entre vifs à un associé, ou de la transmission pour cause de mort au conjoint du défunt, ou à ses ascendants ou descendants en ligne directe.

Les héritiers et légataires qui ne deviendraient pas de plein droit associés aux termes des présents statuts seront tenus de solliciter, selon les mêmes formalités, l'agrément des associés.

Le refus d'agrément d'une cession ou transmission est sans recours. Néanmoins, l'associé voulant céder tout ou partie de ses parts pourra exiger des opposants qu'elles lui soient rachetées à leur valeur fixée par un expert. Il en ira de même en cas de refus d'agrément d'un héritier ou d'un légataire. Dans l'un et l'autre cas, le paiement devra intervenir dans les six mois du refus.

#### **ARTICLE 11. Scellés**

Les héritiers, ayants cause ou créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les livres, biens et marchandises ou valeurs de la société, frapper ces derniers d'opposition, demander le partage ou la licitation du fonds social, ni s'immiscer en rien dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires et comptes sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

#### **ARTICLE 12. Indivisibilité des parts**

Les parts sont indivisibles.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une part, l'exercice des droits y afférents est suspendu jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant, à son égard, propriétaire de la part.

En cas de démembrement du droit de propriété d'une part sociale, les droits y afférents seront exercés par l'usufruitier.

### **TITRE III. GERANCE SURVEILLANCE**

#### **ARTICLE 13. Gérance**

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques ou morales, associés ou non, nommés avec ou sans limitation de durée et pouvant, dans ce dernier cas, avoir la qualité de gérant statutaire.

L'assemblée qui nomme les gérants fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en cas de pluralité de gérants, leurs pouvoirs. S'il n'y a qu'un seul gérant, la totalité des pouvoirs de gérance lui est attribuée.

#### **ARTICLE 14. Gestion journalière**

La gérance peut déléguer à tout mandataire, associé ou non, des pouvoirs spéciaux déterminés.

**Volet B** - suite

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 21/02/2019 - Annexes du Moniteur belge

Un gérant ne peut s'intéresser ni directement, ni indirectement, à aucune entreprise susceptible de faire concurrence à la société.

**ARTICLE 15. Pouvoirs**

Sauf organisation par l'assemblée d'un collège de gestion, chaque gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société, à l'exception de ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

**ARTICLE 16. Rémunération**

Le mandat de gérant est gratuit « qualitate qua », sauf décision contraire de l'assemblée générale.

**ARTICLE 17. Actions judiciaires**

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par l'un des gérants.

**ARTICLE 18. Contrat d'emploi**

Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations, toutes révocations d'agents, d'employés ou de salariés de la société sont, en cas de pluralité de gérants, signés par l'un des gérants.

**ARTICLE 19. Surveillance**

Dans les limites autorisées par la loi, la surveillance de la société est exercée par les associés; chacun d'eux aura tous les pouvoirs d'investigation et de contrôle des opérations sociales, et pourra notamment prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance et de toutes les écritures de la société.

**ARTICLE 20. Opposition d'intérêts**

Si un membre du collège de gestion a un intérêt personnel, direct ou indirect opposé à celui de la société, dans une opération, une série d'opérations ou une décision à prendre, il est tenu de se conformer aux articles 259 à 261 du Code des sociétés.

S'il n'y a qu'un gérant et qu'il se trouve placé dans cette dualité d'intérêts, il en réfère aux associés et la décision ne pourra être prise ou l'opération ne pourra être effectuée pour le compte de la société que par un mandataire ad hoc.

Lorsque le gérant est l'associé unique et qu'il se trouve placé dans l'opposition d'intérêts visée ci-avant, il pourra prendre la décision ou conclure l'opération mais il devra rendre spécialement compte de celle-ci dans un document à déposer en même temps que les comptes annuels.

**TITRE IV. ASSEMBLEE GENERALE**

**ARTICLE 21. Réunions - Convocations**

Les associés se réunissent en assemblée générale pour délibérer sur tous objets qui intéressent la société.

Il est tenu chaque année, au siège social, une assemblée générale annuelle le premier vendredi du mois de juin à 18 heures.

Si ce jour est férié, l'assemblée est remise au premier jour ouvrable suivant, autre qu'un samedi.

Un gérant peut convoquer l'assemblée générale chaque fois que l'intérêt de la société l'exige. La gérance doit la convoquer sur la demande d'associés possédant au moins un cinquième du capital social. Les assemblées générales extraordinaires se tiennent à l'endroit indiqué dans les avis de convocation.

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour ; elles sont faites conformément au Code des sociétés. Toute personne peut renoncer à cette convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

**ARTICLE 22. – Représentation – Prorogation**

Tout associé peut se faire représenter à l'assemblée générale par un autre associé porteur d'une procuration spéciale. Toutefois, les personnes morales peuvent être représentées par un mandataire non associé.

Toute assemblée générale, annuelle ou extraordinaire, peut être prorogée, séance tenante, à trois semaines au plus par la gérance.

La prorogation annule toutes les décisions prises.

La seconde assemblée délibère sur le même ordre du jour et statue définitivement.

**ARTICLE 23. Présidence – Délibérations - Procès-verbaux**

Sauf dans les cas prévus par la loi, l'assemblée, qui est présidée par un gérant ou, à défaut, par l'associé présent qui détient le plus de parts, statue quelle que soit la portion du capital représentée, et à la majorité simple des voix.

Chaque part donne droit à une voix.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les associés qui le demandent, et sont consignés dans un registre.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par un gérant.

**TITRE V. INVENTAIRE BILAN REPARTITION**

**ARTICLE 24. Exercice social Comptes annuels**

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Le trente et un décembre de chaque année, le gérant- dresse un inventaire et établit les comptes annuels. Ces comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultats, ainsi que l'annexe et forment un tout.

#### **ARTICLE 25. Bénéfice**

Le bénéfice net est déterminé conformément aux dispositions légales.

Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé tout d'abord cinq pour cent au moins, pour constituer la réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale a atteint le dixième du capital social, mais doit être repris si, pour quelque motif que ce soit, cette réserve vient à être entamée.

Le solde est mis à la disposition de l'assemblée générale qui en détermine l'affectation, étant toutefois fait observer que chaque part confère un droit égal dans la répartition des bénéfices.

Aucune distribution ne peut être faite lorsqu'à la date de clôture du dernier exercice, l'actif net tel qu'il résulte des comptes annuels est, ou devenait à la suite d'une telle distribution, inférieur au montant du capital libéré, augmenté de toutes les réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

#### **TITRES VI. DISSOLUTION LIQUIDATION**

##### **ARTICLE 26. Dissolution**

La société peut être dissoute en tout temps, par décision de l'assemblée générale.

La réunion de toutes les parts entre les mains d'une seule personne n'entraîne ni la dissolution de plein droit, ni la dissolution judiciaire de la société : si, dans un délai d'un an, un nouvel associé n'est pas entré dans la société ou si celle-ci n'est pas dissoute, l'associé unique-e, si celui-ci est une personne morale, ou une personne physique déjà associée unique d'une société privée à responsabilité limitée d'une personne, est réputé caution solidaire de toutes les obligations de la société nées après la réunion de toutes les parts entre ses mains, jusqu'à l'entrée d'un nouvel associé dans la société ou la publication de sa dissolution.

Si par suite de perte, l'actif net est réduit à un montant inférieur à la moitié du capital social, l'assemblée générale doit être réunie dans un délai n'excédant pas deux mois à dater du moment où la perte a été constatée ou aurait dû l'être en vertu des obligations légales, en vue de délibérer, le cas échéant, dans les formes prescrites pour la modification des statuts, sur la dissolution de la société et éventuellement sur d'autres mesures annoncées dans l'ordre du jour.

Les mêmes règles sont observées si, par suite de perte, l'actif net est réduit à un montant inférieur au quart du capital social, mais en ce cas, la dissolution aura lieu si elle est approuvée par le quart des voix émises à l'assemblée.

Lorsque l'actif net est réduit à un montant inférieur au minimum fixé par l'article 214 du Code des sociétés, tout intéressé peut demander au tribunal la dissolution de la société.

##### **ARTICLE 27. Liquidateur**

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale désigne le ou les liquidateurs, qui pourra(ont) être le(s) gérant(s) en exercice, - détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments et fixe le mode de liquidation, conformément aux articles 184 et suivants du Code des sociétés.

##### **ARTICLE 28. Répartition**

Après apurement de toutes les dettes et charges, et des frais de liquidation, ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, l'actif net sert tout d'abord à rembourser en espèces ou en titres, le montant libéré non amorti des parts.

Le surplus disponible est réparti entre tous les associés, suivant le nombre de leurs parts.

##### **ARTICLE 29. Election de domicile**

Pour l'exécution des présents statuts, tout associé ou gérant, domicilié à l'étranger, élit domicile au siège social, où toutes communications, sommations, assignations ou significations peuvent lui être valablement faites.

##### **ARTICLE 30. Droit commun**

Les parties entendent se conformer entièrement au Code des sociétés. En conséquence, les dispositions de ce Code, auxquelles il ne serait pas licitement dérogé, sont réputées inscrites dans le présent acte et les clauses contraires aux dispositions impératives de ce Code sont censées non écrites.

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il est référé au Code des sociétés.

#### **III. DISPOSITIONS FINALES - DISPOSITIONS TRANSITOIRES - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

A l'instant, les comparants, éventuellement représentés comme dit est, se sont réunis et ont pris, à l'unanimité, les décisions suivantes, lesquelles, cependant, ne produiront d'effets qu'au moment où la société aura acquis la personnalité morale, c'est-à-dire à compter du dépôt de l'extrait de l'acte constitutif au greffe du tribunal de commerce compétent :

##### **1. Premier exercice social :**

Le premier exercice social prend cours le jour du dépôt du présent acte au greffe du tribunal de commerce et sera clôturé le 31 décembre 2019.

**2. Première assemblée générale ordinaire :**

La première assemblée générale ordinaire se tiendra dès lors en juin 2020.

**3. Nomination de gérant non statutaire :**

L'assemblée décide de fixer le nombre de gérant à un. Elle appelle à ces fonctions, pour une durée indéterminée :

- Monsieur TRICHAN Michaël, domicilié à 5340 Gesves, Trou Bouquiau, 1 boîte B, prénommé, ici présent et qui accepte.

**4. Reprise d'engagements (antérieurs à la constitution):**

Conformément à l'article 60 du Code des sociétés, l'assemblée décide de ratifier l'ensemble des actes, engagements, et obligations en résultant, accomplis par les fondateurs au nom de la société privée à responsabilité limitée en formation, présentement constituée à compter du 1er janvier 2019.

**5. Reprise d'engagements pris au nom de la société en formation pendant la période intermédiaire (entre la signature de l'acte constitutif et le dépôt au greffe) et mandat:**

Mandat : A toutes fins utiles, les comparants déclarent constituer pour mandataire Monsieur TRICHAN Michaël, prénommé, et lui donner pouvoir de, pour eux et en leur nom, conformément à l'article 60 du Code des sociétés, prendre les actes et engagements nécessaires ou simplement utiles à la réalisation de l'objet social pour le compte de la société en formation, ici constituée. Ce mandat n'aura toutefois d'effet que si le mandataire, lors de la souscription de tels engagements, agit également en nom personnel.

Reprise : Les opérations accomplies en vertu de ce mandat et prises pour compte de la société en formation, et les engagements qui en résultent, seront réputés avoir été souscrits dès l'origine par la société ici constituée.

Les comparants reconnaissent que le notaire instrumentant a attiré leur attention sur l'utilité de faire reprendre expressément par l'organe compétent de la société, dans les deux mois la constitution de celle-ci, les engagements souscrits au nom de la société en formation.

**6. Les comparants déclarent faire le choix du guichet d'entreprise suivante pour les formalités afférentes à la présente constitution : UCM**

**DELEGATION DE POUVOIRS SPECIAUX**

Tous pouvoirs spéciaux sont donnés à Monsieur TRICHAN Michaël, prénommé sub 1), en vue d'accomplir les formalités postérieures à la constitution, notamment l'immatriculation à la Banque Carrefour des Entreprises, l'ouverture de comptes bancaires et, en général, toutes formalités nécessaires ou utiles permettant à la société d'entamer ses activités, et ce avec pouvoir de subdélégation.

Pour extrait analytique conforme délivré avant enregistrement uniquement pour le dépôt au greffe du Tribunal du Commerce.

Alexandre Hébrant, notaire

Annexe : expédition de l'acte.